

21 degrés de liberté – 20

Aujourd'hui nos employeurs peuvent intercepter nos communications passées sur notre lieu de travail, une nouvelle atteinte à la vie privée que n'auraient pas admise nos parents et dont nos enfants sont victimes.

Voici déjà le 20^e article de la série écrite par [Rick Falkvinge](#). Le fondateur du [Parti Pirate suédois](#) aborde ici le droit légal des employeurs à prendre connaissance de nos messages quand ils sont passés dans l'entreprise.

Le fil directeur de la série de ces 21 articles, comme on peut le voir clairement dans les [épisodes précédents](#) que nous vous avons déjà livrés, c'est la perte de certaines libertés dont nous disposions encore assez récemment, avant que le passage au tout-numérique ne nous en prive.

Votre patron ne pouvait pas lire votre courrier. Jamais.

Source : Rick Falkvinge sur privateinternetaccess.com

Traduction Fralang : dodosan, Susyl, goofy.

Slack vient tout juste de mettre à jour ses conditions générales d'utilisation pour permettre à votre employeur de lire vos conversations privées sur des canaux privés. Nos parents auraient été choqués et horrifiés à l'idée que leurs chefs ouvrent les colis et lisent les messages personnels qui leur étaient adressés. Pour nos enfants dans le monde numérique, cela fait partie de la vie de tous les jours et ne mérite qu'un haussement d'épaule.



Photo par [philcampbell](#) (CC-BY 2.0)

Le bon vieux système téléphonique, parfois appelé par son abréviation anglaise POTS, est un bon exemple de la façon dont les choses devraient se passer, même dans le monde numérique. Les législateurs avaient vu juste dans l'ensemble à ce sujet.

Lorsque quelqu'un passe un appel téléphonique – un appel à l'ancienne, analogique – on sait que la conversation est privée par défaut. Peu importe à qui appartient le téléphone. C'est la personne qui l'utilise, à cet instant précis, qui a tous les droits sur ses capacités de communication à l'instant T.

L'utilisateur a tous les droits d'utilisation. Le propriétaire n'a aucun droit d'intercepter les communications ou d'interférer avec elles sur la seule base du droit de propriété.

Autrement dit, être propriétaire d'un outil de communication ne donne pas automatiquement le droit d'écouter les conversations privées passant par cet équipement.

Malheureusement, cela ne s'applique qu'au réseau téléphonique. Qui plus est, uniquement à la partie analogique du réseau téléphonique. Si quelque chose est même de loin numérique, le propriétaire peut intercepter pratiquement tout ce qu'il veut, pour n'importe quelle raison.

Cela s'applique particulièrement au lieu de travail. On pourrait soutenir qu'on n'attend aucun respect de la vie privée quand on utilise l'équipement de son employeur. Cela revient précisément à oublier qu'une telle intimité était primordiale pour les POTS, il y a moins de deux décennies, quel que soit le propriétaire de l'équipement.

Certains employeurs installent même des certificats numériques [wildcard¹](#) sur les ordinateurs de l'espace de travail, dans l'objectif bien particulier de contourner la sécurité de bout en bout entre les ordinateurs des salariés et le monde extérieur, effectuant ainsi une [attaque dite « homme du milieu »](#). En termes politiquement corrects, cette pratique est appelée « interception HTTPS² » et non « attaque de l'homme du milieu » quand elle est menée par votre employeur et non par un autre attaquant.

Puisque nous en sommes à comparer analogique et numérique et la façon dont les droits à la vie privée se sont évaporés en passant d'une époque à l'autre, il est intéressant de jeter un coup d'œil aux lois qui régissaient un fort ancien moyen de communication, la correspondance postale. Demandez-vous si votre patron pouvait ouvrir votre courrier simplement parce qu'il vous était adressé sur votre lieu de travail.

Les lois sont un peu différentes selon les pays sur ce point, mais en général, même si votre patron ou entreprise étaient autorisés à ouvrir votre correspondance (c'est le cas [aux USA](#) mais non [en Angleterre](#)), ils n'étaient en général *jamais* autorisés à la lire ([même aux USA](#)) ;

Tout au contraire, pour le courrier électronique, vos employeurs ne se contentent pas de lire la totalité de vos courriels, mais ont souvent [engagé une équipe entière](#) pour le faire. En Europe, la chose est allée jusqu'à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, qui a statué qu'il est tout à fait normal pour un employeur de lire la correspondance la

plus privée, pourvu qu'il en informe les employés (ce qui piétine au passage l'espoir d'une confidentialité par défaut)

Il va de soi que ce principe qui s'applique aux courriels maintenant un peu démodés s'applique désormais aussi à tous les moyens de communication d'aujourd'hui, tels que Slack.

De sorte que pour nos enfants de l'ère numérique, l'idée suivant laquelle « le courrier c'est privé et il vous appartient, peu importe si vous le recevez au travail » semble définitivement oubliée. Encore un principe que nos aînés de l'époque analogique tenaient pour acquis, et pour lequel ils n'ont pas cru nécessaire de combattre.

La vie privée demeure de votre responsabilité.

21 degrés de liberté – 8

Passer par un intermédiaire pour obtenir un service (comme le téléphone) était hier protégé légalement contre les atteintes à la vie privée. Aujourd'hui un comportement normal est considéré comme suffisant pour supprimer cette protection.

Voici déjà le 8^e article de la série écrite par [Rick Falkvinge](#). Le fondateur du [Parti Pirate suédois](#) s'inquiète aujourd'hui de la liberté de s'informer sans être surveillé.

*Le fil directeur de la série de ces 21 articles, comme on peut le voir clairement dans les [épisodes précédents](#) que nous vous avons déjà livrés, c'est la **perte de certaines libertés** dont nous disposions encore assez récemment, avant que le passage au tout-numérique ne nous en prive.*

De l'analogique au numérique (8/21) : l'utilisation de services tiers ne devrait pas trahir les attentes de respect de la vie privée

Source : [Rick Falkvinge](#) sur [privateinternetaccess.com](#)

Traduction Framalang : I enter my name again, 3josh, goofy, redmood, mo, draenog, Poca, dodosan, Moutmout + 5 anonymes

Fin décembre, Ross Ulbricht³ a déposé son appel⁴ à la Cour suprême des États-Unis, soulignant ainsi un droit à la vie privée essentiel : utiliser du matériel qui renseigne une tierce partie sur votre situation ne devrait pas anéantir tout espoir de conserver une vie privée.



La plupart des constitutions prévoient une protection de la vie privée d'une manière ou d'une autre. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne consacre le droit au

respect de la vie privée et familiale, du domicile et des communications. Dans la Constitution états-unienne, la formulation est légèrement différente, mais le résultat est le même : le gouvernement n'a pas le droit de s'immiscer dans la vie privée de quiconque sans bonne raison (« perquisitions ou saisies abusives »).

Les tribunaux états-uniens ont longtemps soutenu que si vous avez volontairement renoncé à une partie de vos droits à la vie privée en faveur d'un tiers, vous ne pouvez plus vous attendre au respect de votre vie privée dans ce domaine. Si l'on observe l'équivalent analogique de ces droits, cette doctrine est exécrationnelle. Pour comprendre à quel point, il nous faut remonter à l'avènement des commutateurs téléphonique manuels.

Aux débuts de l'ère des téléphones, les standards téléphoniques étaient entièrement manuels. Lorsque vous demandiez à appeler quelqu'un, un [opérateur téléphonique humain](#) connectait manuellement le fil de votre téléphone à celui de votre destinataire et déclenchait un mécanisme qui faisait sonner le téléphone. Les opérateurs pouvaient écouter toutes les conversations s'ils le souhaitaient et savaient qui avait parlé à qui et quand.

Est-ce qu'on renonçait à sa vie privée en faveur d'un tiers en utilisant ce service de téléphonie manuel ? Oui, très certainement. Selon la doctrine numérique actuelle, les appels téléphoniques n'auraient plus rien de privé, quelles que soient les circonstances.

Pourtant, nous savons bien que les appels téléphoniques sont privés. Car en réalité, les opérateurs téléphoniques juraient sous serment de ne jamais divulguer la moindre information qu'ils auraient apprise durant leur travail, sur la vie privée des gens – pour vous dire à quel point la vie privée était prise au sérieux, même par les entreprises qui géraient les standards téléphoniques.

Curieusement, la doctrine du « renoncement de vie privée en faveur d'un tiers » semble être apparue au moment où le dernier opérateur a quitté son travail au profit des circuits automatiques actuels. Cela s'est produit assez tardivement, 1983, pile à l'aube de l'ère de la consommation de masse des appareils numériques, tels que le [Commodore 64](#).

Cette fausse équivalence devrait, à elle seule, suffire à invalider la doctrine du renoncement « volontaire » à la vie privée en faveur d'un tiers numérique, renoncement de fait à toute protection de la confidentialité : l'équivalent dans le monde analogique était *aux antipodes* de cette doctrine.

Mais ce n'est pas la seule leçon à tirer, sur les services tiers privés, de cette équivalence avec le monde analogique. Ce concept suppose, en creux, que vous *choisissez volontairement* d'abandonner votre vie privée, c'est-à-dire par un *acte conscient et délibéré* – et notamment, par un choix qui *sort de l'ordinaire*, car les constitutions du monde entier sont très claires sur le fait que le choix ordinaire, par défaut, est que vous vous attendiez à ce que votre vie privée soit protégée.

En d'autres termes, vu que la vie quotidienne de chaque individu est protégée par le respect de sa vie privée, il faut une situation *extraordinaire* pour qu'un gouvernement puisse revendiquer l'autorisation de s'introduire dans la vie privée d'une personne. Et cette situation « extra-ordinaire » est devenue : il suffit que la personne en question *ait un téléphone portable* sur elle, et donc, qu'elle ait « volontairement » renoncé à son droit à la vie privée, car le téléphone communique sa position à l'opérateur du réseau en contactant les antennes relais.

Mais avoir un téléphone portable est un *comportement normal* de nos jours. Cela correspond parfaitement à la définition d'« ordinaire ». En termes d'originalité, ce n'est pas très différent que de porter un jean ou une veste. Ce qui pose la

question suivante : en imaginant que les fabricants de jeans de l'époque aient été capables de vous localiser, aurait-il été raisonnable de la part des gouvernements de dire que vous aviez abandonné votre droit à la vie privée, *en portant des jeans* ?

Bien sûr que non.

Ce n'est pas comme si vous portiez un dispositif de repérage dans le but assumé que des sauveteurs puissent vous retrouver au cours d'une randonnée à risque. Dans de telles circonstances, il est alors possible de dire que vous portez volontairement un dispositif de localisation. Mais pas lorsque vous possédez un objet dont on peut s'attendre à ce que tout le monde en ait un – pire, quelque chose que tout le monde *doit* avoir, pour ne serait-ce que *vivre normalement* dans la société actuelle.

Quand la seule alternative pour disposer de la garantie constitutionnelle de votre vie privée est de se tenir à l'écart de toute société moderne, l'argumentaire du gouvernement doit être bien léger... En particulier parce que l'équivalent d'autrefois – les standards téléphoniques analogiques – n'a jamais été une cible légitime dans aucun dossier.

Tout le monde mérite un droit à sa vie privée équivalent à celui du monde analogique.

Jusqu'à ce qu'un gouvernement reconnaisse cela et rende volontairement le pouvoir qu'il s'est lui-même octroyé, ce sur quoi il ne faut pas se faire d'illusions, la vie privée demeure de votre responsabilité.

21 degrés de liberté – 01

Vous ne connaissez peut-être pas le nom de [Falkvinge](#). Ce militant des libertés numériques qui a porté son combat (notamment contre le copyright) sur le terrain politique en fondant [Le Parti Pirate suédois](#) n'hésite pas à afficher des opinions tranchées parfois provocatrices ⁵.

Le groupe Framalang a trouvé intéressant de soumettre à votre réflexion la série d'articles qu'il a entreprise récemment. Son fil directeur, comme il l'indique dans le premier épisode que nous vous livrons aujourd'hui, c'est la perte de certaines libertés dont nous disposions encore assez récemment, avant que le passage au tout-numérique ne nous en prive.

Nous nous efforcerons de vous traduire ces articles, semaine après semaine. Les commentaires, comme toujours, sont ouverts.

De l'analogique au numérique : nos enfants devraient pouvoir profiter des mêmes droits que ceux dont jouissaient nos parents

Par [Rick Falkvinge](#), source : [Private Internet Access](#)

Traduction Framalang : draenog, mo, goofy, simon, 1 anonyme



Dans une série de 21 articles sur ce blog nous examinerons comment le droit à la vie privée, une liberté fondamentale, a complètement disparu quand on est passé à l'ère numérique. Sa dégradation n'est rien moins que catastrophique.

Nous aborderons toute une série de domaines dans lesquels la vie privée a tout simplement disparu avec la transition vers

le numérique, et où cela nous mène. Pour chacune de ces thématiques, nous examinerons la position des différentes juridictions et les tendances qui se dessinent. La motivation principale est claire – il n'est absolument pas déraisonnable de penser que nos enfants devraient avoir au moins les mêmes libertés fondamentales individuelles que celles dont jouissaient nos parents, et aujourd'hui ce n'est pas le cas. Pas du tout.



Pour démarrer, nous traiterons des libertés concernant la correspondance postale, et comment de nombreuses libertés associées – comme le droit considéré comme acquis d'envoyer une lettre anonyme – ont été complètement perdues. Même chose pour les affiches anonymes sur les panneaux d'affichages ; qui défend votre droit de faire une déclaration politique anonyme aujourd'hui ?

Nous constaterons que nous n'avons plus le droit de nous balader sans que personne ne nous traque. C'était un fait acquis pour nos parents : les aéroports et les gares étaient des lieux où chacun pouvait être anonyme ; aujourd'hui nos téléphones permettent de nous localiser en temps réel aussitôt

qu'on s'en approche.

De plus, nous verrons que les autorités devaient auparavant vous prendre en flagrant délit si vous faisiez quelque chose d'interdit. Elles sont maintenant capables de rembobiner les archives sur vingt ans ou plus pour trouver quelque chose qu'elles auraient raté lorsque cela s'est produit, ou qui simplement leur était indifférent à l'époque. Peut-être quelque chose auquel vous n'aviez même pas prêté attention à ce moment-là, et que vous avez complètement oublié 20 ans plus tard.

Nos parents allaient dans des bibliothèques à la recherche d'informations. Les bibliothécaires prenaient de grandes précautions, inventant même le *warrant canary* ⁶, pour assurer que n'importe qui puisse chercher n'importe quelle information à son gré et puisse lire n'importe quel livre sans que les autorités le sachent. Aujourd'hui Google prend les mêmes précautions extrêmes, mais pour noter tout ce que vous avez recherché, jusqu'à ce que vous avez failli chercher sans l'avoir fait. Bien entendu, tout ceci est disponible pour les autorités et gouvernements qui n'ont qu'à demander à Google de se conformer à la loi qui vient d'être publiée .

Il n'est absolument pas déraisonnable d'exiger que nos enfants aient au moins autant de libertés fondamentales – droit à la vie privée – dans leur environnement numérique que celles dont nos parents ont bénéficié dans leur environnement analogique. Cependant, les droits à la vie privée ont été quasiment abolis par la transition au numérique.

En parlant de lecture, nos parents pouvaient acheter un journal au coin de la rue pour quelques pièces de monnaie. Ils lisaient un journal sans que quiconque sache qu'ils l'avaient acheté ou lu. À l'inverse, pour nos enfants, est soigneusement enregistré quel journal ils lisent, quand, quels articles, dans quel ordre, pour quelle durée – et peut-être pire, quel comportement ils ont eu peu après, et si ce comportement

semble avoir été provoqué par la lecture de l'article.

Ah, la monnaie au kiosque... L'argent liquide partout en fait. Plusieurs pays tentent de supprimer l'argent liquide, rendant toutes les transactions traçables. Une carte de paiement est plus commode ? Peut-être. Mais elle n'est pas plus sûre. Chaque achat est enregistré. Pire, chaque presque-achat de nos enfants est aussi enregistré, chose qui aurait été inconcevable dans le monde de nos parents. Encore pire, chaque achat est aussi soumis à autorisation, et peut être refusé par un tiers.

Nos parents n'avaient pas d'appels vidéos, ou de télés les observant. Mais s'ils en avaient eu, je suis à peu près sûr qu'ils auraient été horrifiés que des gouvernements puissent les observer directement dans leur salon ou pister leurs appels vidéos privés, y compris les plus intimes.

Quand nos parents avaient une conversation au téléphone, il n'y avait jamais de voix inconnue débarquant dans l'appel pour dire « vous avez mentionné un sujet interdit, veuillez ne pas aborder de sujets interdits à l'avenir ». C'est ce qui se produit dans les messages privés de Facebook dans le monde de nos enfants. Bien évidemment ceci est lié à l'idée de conversations privées à la maison, un concept que nos enfants ne comprendront même pas (mais ils comprendront qu'ils peuvent demander à la petite boîte à l'écoute de leur donner des gâteaux et une maison de poupée).

Nous examinerons aussi comment l'industrie du droit d'auteur exploite à peu près tout ceci pour tenter de changer radicalement le monde, dans ce qui ne peut être décrit que comme une faillite morale.

Nous aborderons tout cela et bien d'autres choses encore, dans la série à venir de 21 articles, dont voici le premier.

Votre vie privée est votre propre responsabilité.

Tiens regarde, j'ai retrouvé tout un lot de disquettes !
C'était simple : on enregistrat et copiait tout ce qu'on
voulait et on se les échangeait...



Le rêve de Staline ou le cauchemar de Stallman

Une petite mise à jour de la pensée de Stallman avec cette interview donnée par un confrère américain ?



On y retrouve certaines constantes pour lesquelles il se bat depuis près de trente ans (« la conscience du logiciel libre a été presque entièrement cachée sous le tapis par l'open source »). Mais il donne également son avis, souvent lapidaire, sur des sujets d'actualité comme l'essor de la téléphonie mobile, qualifiée de « rêve de Staline » (où même l'OS Android ne trouve pas grâce à ses yeux).

En toute logique, il ne possède pas de téléphone portable.

« Les décisions que vous prenez dépendent de vos valeurs. Et la plupart des gens sont conduits à penser uniquement au prix et à la performance des logiciels, et non au fait de savoir s'ils respectent votre liberté. Les gens qui prennent des décisions sur ces valeurs ne feront jamais aucune concession pour obtenir un logiciel libre, alors que moi je suis prêt à travailler pendant des années et des années pour ne pas avoir de logiciels propriétaires sur mon ordinateur ».

Et vous ?

Et de conclure l'entretien par un message plus politique en référence aux [mouvements sociaux du Wisconsin](#) : « Les entreprises et les médias de masse ont, dans une large mesure, convaincu les Américains qu'ils n'ont pas de légitimité pour refuser le système économique, quels que soient les objectifs de ce système économique. Nous avons besoin d'un esprit de résistance en Amérique. Nous devons retrouver l'esprit de liberté avec lequel nous avons bâti les États-Unis. »

PS : Pour ceux qui désireraient mieux connaître le personnage nous rappelons l'existence de [notre framabook sur Richard Stallman](#). Eyrolles vient de nous communiquer les ventes de l'année 2010 qui sont plus qu'encourageantes avec un total dépassant les 2 300 exemplaires.

Les téléphones mobiles sont le « rêve de Staline », selon le fondateur du mouvement du logiciel libre

[Cell phones are 'Stalin's dream,' says free software movement founder](#)

Jon Brodtkin – 14 mars 2011 – Network World

(Traduction Framalang : Étienne, Siltaar, Pandark, Lolo le 13, Goofy, Ypll, Yoann, Garburst)

Richard Stallman^[1] : Les iPhones et autres Androids sont des

traceurs à la *Big Brother*.

Près de trente ans après le début de sa croisade pour débarrasser le monde du logiciel propriétaire, Richard Stallman constate que les *smartphones* sont une nouvelle menace pour la liberté des utilisateurs.

« Je n'ai pas de téléphone portable. Je n'utiliserai pas de téléphone portable », déclare Stallman, fondateur du mouvement des logiciels libres et créateur du système d'exploitation GNU. « C'est le rêve de Staline. Les téléphones mobiles sont les outils de Big Brother. Je ne vais pas porter sur moi un traceur qui enregistre où je vais en permanence, ni un outil de surveillance qui autorise les écoutes. »

Stallman croit fermement que seul le logiciel libre (*NdT: free software dans le texte*) peut nous préserver de ces technologies de contrôle, qu'elles soient dans les téléphones portables, les PCs, les tablettes graphiques, ou tout autre appareil. Et par *free* il n'entend pas *gratuit* mais la possibilité d'utiliser, de modifier et distribuer le logiciel de quelque façon que ce soit.

Stallman a fondé le [mouvement du logiciel libre](#) entre le début et le milieu des années 80, avec le projet GNU et la Free Software Foundation, dont il est toujours le président.

Quand j'ai demandé à Stallman de lister quelques-uns des succès du mouvement du logiciel libre, le premier à être mentionné était [Android](#) mais pas la version de Google, non, une [autre version](#) du système d'exploitation mobile débarrassé de tout logiciel propriétaire (voir également [Stallman soutient LibreOffice](#)).

« Ce n'est que très récemment qu'il est devenu possible de faire fonctionner des téléphones portables largement répandus avec du logiciel libre », dit Stallman. « Il existe une version d'Android appelée [Replicant](#) qui peut faire fonctionner le [HTC Dream](#) sans logiciel propriétaire, à part aux États-

Unis. Aux États-Unis, il a quelques semaines, il y avait encore un problème avec certaines [bibliothèques](#), même si elles fonctionnaient en Europe. À l'heure qu'il est, peut-être cela fonctionne-t'il, peut-être pas. Je ne sais pas. »

Bien qu'Android soit distribué sous des licences libres, Stallman note que les constructeurs peuvent produire et livrer le matériel avec des [exécutables](#) non libres, que les utilisateurs ne peuvent pas remplacer « parce qu'il y a un élément dans le téléphone qui vérifie si le logiciel a été changé, et ne laissera pas des exécutables modifiés se lancer ». Stallman appelle cela la [Tivoisation](#), parce que [TiVo](#) utilise des logiciels libres tout en plaçant des restrictions matérielles qui l'empêchent d'être altéré. « Si le constructeur peut remplacer l'exécutable, mais que vous ne pouvez pas, alors le produit est dans une cage », dit-il.

En théorie, les téléphones qui n'utilisent que des logiciels libres peuvent être à l'abri des risques d'espionnage électronique. « Si vous n'avez que des logiciels libres, vous pouvez probablement vous en protéger, parce que c'est par les logiciels qu'on peut vous espionner », explique Stallman. Petit paradoxe au passage, Stallman répondait à mes questions sur un téléphone portable. Pas le sien, bien entendu, mais celui qu'il avait emprunté à un ami espagnol pour sa tournée de conférences en Europe. Pendant les 38 minutes de notre échange, la connexion a été coupée cinq fois, y compris juste après un commentaire de Stallman sur l'espionnage électronique et les logiciels libres sur les téléphones. Nous avons essayé de nous reconnecter plusieurs heures plus tard mais il nous a été impossible de terminer l'interview par téléphone. Stallman a répondu au reste de mes questions par email.

Sacrifier le confort est une chose dont Stallman est familier. Il refuse d'utiliser Windows ou Mac, bien évidemment, mais même un logiciel tel qu'Ubuntu, peut-être le système d'exploitation le plus populaire basé sur GNU et le noyau Linux, ne satisfait pas ses critères de liberté. « Peu de

monde est prêt à faire les mêmes sacrifices », reconnaît-il.

« Les décisions que vous prenez dépendent de vos valeurs », dit-il. « Et la plupart des gens sont conduits à penser uniquement au prix et à la performance des logiciels, et non au fait de savoir s'ils respectent votre liberté. Les gens qui prennent des décisions sur ces valeurs ne feront jamais aucune concession pour obtenir un logiciel libre, alors que moi je suis prêt à travailler pendant des années et des années pour ne pas avoir de logiciels propriétaires sur mon ordinateur ».

Stallman utilise un ordinateur portable [Lemote Yeeloong](#) faisant tourner [gNewSense](#), une distribution GNU/Linux ne comportant que des logiciels libres.

« Il y a des choses que je ne peux pas faire. J'utilise actuellement un ordinateur assez lent, parce que c'est le seul portable avec un [BIOS](#) libre. gNewSense est la seule distribution entièrement libre qui tourne sur Lemote, qui est équipé d'un processeur de type [MIPS](#) » explique Stallman. Une autre distribution était fournie avec le Lemote, mais elle comprenait des logiciels non libres que Stallman a remplacés par gNewSense.

Stallman, 57 ans, a commencé à faire l'expérience du partage de logiciels à ses débuts au [Laboratoire d'intelligence artificielle du MIT](#) en 1971. Cette communauté de partage s'est dispersée au début des années 80 à peu près au moment où [Digital Equipment Corp.](#) a arrêté le serveur central sur lequel s'organisait la communauté. Stallman aurait pu rejoindre le monde des logiciels propriétaires s'il avait accepté de « signer des accords de confidentialité et promettre de ne pas aider mes camarades hackers », selon ses propres mots. Au lieu de cela, il a lancé le [mouvement du logiciel libre](#).

Stallman est un personnage fascinant du monde de l'informatique, admiré par beaucoup et injurié par des entreprises comme Microsoft, qui voient en lui une menace pour

les profits qu'ils peuvent tirer des logiciels.

Stallman n'a pas réussi à casser la domination de Microsoft/Apple sur le marché de l'ordinateur de bureau, sans parler de celle d'Apple sur les tablettes. Par contre, le mouvement du logiciel libre qu'il a créé a directement participé à la prolifération de serveurs sous Linux dans les [data centers](#) qui propulsent une grande partie d'Internet. Il y a peut-être là une ironie, Stallman ayant exprimé de la rancœur au sujet de la reconnaissance acquise par le noyau Linux aux dépens de son système d'exploitation GNU.

Stallman se dit « plutôt » fier de cette multiplication des serveurs libres, « mais je suis plus inquiet de la taille du problème à corriger que du chemin que nous avons déjà accompli ».

Les logiciels libres dans les data centers, c'est bien, mais « dans le but d'apporter la liberté aux utilisateurs, leurs propres PC de bureau, portable et téléphone sont ce qui a le plus d'effet sur leur liberté ». On se soucie principalement de logiciel plutôt que de matériel, mais le mouvement insiste sur « du matériel avec des spécifications telles que l'on peut créer des logiciels libres qui le supporte totalement », insiste-t-il. « Il est outrageux de proposer du matériel à la vente et de refuser de dire à l'acheteur comment l'utiliser. Cela devrait être illégal ».

Avant d'accepter d'être interviewé par Network World, Stallman a exigé que l'article utilise sa terminologie de référence – par ex. « logiciel libre » à la place d'« open source » et « GNU/Linux » au lieu de juste « Linux ». Il a aussi demandé que l'interview soit enregistrée et que, si l'enregistrement était mis en ligne, il soit publié dans un format compatible avec le libre.

Il y a quatre libertés logicielles essentielles, expliquées par Stallman. « La liberté zéro est la liberté d'utiliser le

programme comme bon vous semble. La liberté 1 est la liberté d'étudier le code source, et de le changer pour qu'il fonctionne comme vous le souhaitez. La liberté 2 est la liberté d'aider les autres ; c'est la liberté de réaliser et de distribuer des copies exactes quand vous le souhaitez. Enfin la liberté 3 est la liberté de contribuer à votre communauté, c'est la liberté de distribuer des copies de vos versions modifiées quand vous le souhaitez ».

Stallman a évoqué le terme [« copyleft »](#) pour désigner les licences qui garantissent que le code d'un logiciel libre ne peut pas être redistribué dans des produits propriétaires.

La clé de la philosophie de Stallman est la suivante : « Sans ces quatre libertés, le propriétaire contrôle le programme et le programme contrôle les utilisateurs », a-t-il affirmé. « Le programme se retrouve alors être un instrument de pouvoir injuste. Les utilisateurs méritent d'avoir la liberté de contrôler leur informatique. Un programme non libre est un système de pouvoir injuste et ne devrait pas exister. L'existence et l'usage de logiciels non libres est un problème sociétal. C'est un mal. Et notre but est un monde délivré de ce problème. »

Ce problème n'a pas été créé par une entreprise en particulier, mais Microsoft est d'habitude la plus critiquée par les gens comme Stallman.

« Ils continuent à nous considérer comme leurs ennemis », insiste Stallman. Il y a dix ans, dans une saillie restée célèbre, le PDG de Microsoft Steve Ballmer traitait Linux de « cancer ». Depuis Microsoft a baissé le ton en public, mais Stallman ne s'en laisse pas compter : « D'un certain côté ils ont appris à être un peu plus subtils mais leur but est de faire utiliser Windows et non un système d'exploitation libre ». Après cette phrase, notre appel téléphonique s'est une fois de plus interrompu.

À part Microsoft, Stallman épingle « Apple et Adobe, ainsi qu'Oracle et beaucoup d'autres qui font des logiciels propriétaires et contraignent les gens à les utiliser ».

Google « fait de bonnes choses et d'autres mauvaises » dit Stallman. « Il a mis à disposition des logiciels libres comme le codec [WebM](#), et pousse YouTube à adopter son support. Toutefois, le nouveau projet [Google Art](#) ne peut être utilisé qu'à travers des logiciels propriétaires. »

Stallman est également [en porte-à-faux](#) avec ce qu'on appelle la communauté open source. Les partisans de l'open source sont issus du mouvement du logiciel libre, et la plupart des logiciels open source sont aussi des logiciels libres. Cependant, pour Stallman, ceux qui se disent partisans du logiciel libre ont tendance à considérer que l'accès au code source est simplement un avantage pratique, et ignorent les principes éthiques du logiciel libre. Diverses entreprises commerciales ont pris en route le train de l'open source sans adhérer aux principes auquel croit Stallman et qui devraient selon lui être au cœur du logiciel libre.

« je ne veux pas présenter les choses de façon manichéenne », déclare Stallman. « Il est certain que beaucoup de gens qui ont des points de vue open source ont contribué à des logiciels utiles qui sont libres, et il existe des entreprises qui ont jeté les bases de logiciels utiles qui sont libres aussi. C'est donc du bon travail. Mais en même temps, à un niveau plus fondamental, mettre l'accent sur l'open source détourne l'attention des gens de l'idée qu'ils méritent la liberté. »

L'une des cibles de Stallman est Linus Torvalds, le créateur du [noyau Linux](#) et l'une des personnalités les plus célèbres du monde du logiciel libre.

Stallman et son équipe [ont travaillé](#) sur le système d'exploitation GNU pendant la majeure partie des années 80,

mais il manquait une pièce au puzzle : un noyau, qui puisse fournir les ressources matérielles aux logiciels qui tournent sur l'ordinateur. Ce vide a été comblé par Torvalds en 1991 quand il a mis Linux au point, un noyau analogue à Unix.

Les systèmes d'exploitation qui utilisent le noyau Linux sont couramment appelés « Linux » tout court, mais Stallman se bat depuis des années pour que les gens [emploient plutôt l'appellation « GNU/Linux »](#).

Stallman « voudrait être sûr que GNU reçoive ce qu'il mérite » [dit Miguel de Icaza](#) de chez Novell, qui a créé l'environnement libre [GNOME](#), mais a été critiqué par Stallman pour ses partenariats avec Microsoft et la vente de logiciel propriétaire. « Quand Linux est sorti, Richard n'y a pas prêté sérieusement attention pendant quelque temps, et il a continué à travailler sur son propre noyau. C'est seulement lorsque Linux s'est trouvé sous les feux de la rampe qu'il a pensé que son projet n'était pas assez reconnu. » Le problème, c'est qu'à cette époque, est apparue à l'improviste une communauté qui n'était pas nécessairement dans la ligne GNU.

Le noyau GNU, appelé [Hurd](#), est toujours « en développement actif », [selon le site internet du projet](#).

La contribution de Torvalds au logiciel libre sera largement célébrée cette année à l'occasion des 20 ans du noyau Linux. Mais Stallman n'en sera pas l'une de ses majorettes, et pas seulement à cause de cette querelle sur le nom.

« Je n'ai pas d'admiration particulière pour quelqu'un qui déclare que la liberté n'est pas importante », [explique](#) Stallman. « Torvalds a rendu un bien mauvais service à la communauté en utilisant ouvertement un programme non libre pour assurer la maintenance de Linux (son noyau, qui est sa contribution majeure au système d'exploitation GNU/Linux). je l'ai critiqué sur ce point, et bien d'autres avec moi. Quand il a cessé de le faire, ce n'était pas par choix délibéré.

Plus récemment, il vient de [rejeter la version 3](#) de la licence [GPL](#) pour Linux parce qu'elle protège la liberté de l'utilisateur contre la *Tivoisation*. Son [refus de la GPL v.3](#) est la raison pour laquelle la plupart des téléphones sous Android sont des prisons ».

Même [Red Hat](#) et [Novell](#), largement reconnus comme soutiens du logiciel libre, ne reçoivent pas une franche approbation. « Red Hat soutient partiellement le logiciel libre. Novell beaucoup moins », dit-il, notant que Novell a un [agrément](#) de brevet avec Microsoft.

En dépit de son pessimisme apparent, Stallman voit quelques points positifs motivant sa quête de logiciel libre. Quand il n'est pas chez lui à [Cambridge \(Massachusetts\)](#), Stallman parcourt le monde pour y donner des conférences et participer à des débats sur le logiciel libre.

Avant de voyager vers l'Espagne, Stallman s'est arrêté à Londres pour faire une [conférence](#) (dans laquelle il a qualifié Windows de « [malware](#) ») et pour rencontrer quelques membres du Parlement afin de leur expliquer les principes du logiciel libre. Il reçoit souvent un meilleur accueil en Europe que chez lui.

« Aux États-Unis, la conscience du logiciel libre a été presque entièrement cachée sous le tapis par l'open source. Dès lors on ne trouve aucun responsable gouvernemental qui accepte de parler avec moi ».

Mais hors de l'Amérique du Nord, quelques gouvernements s'engagent dans le logiciel libre. « J'ai découvert hier, qu'en France, les organismes d'État continuent à migrer vers le logiciel libre », dit-il. « Il n'y a pas une politique systématique qui leur enjoint de le faire, mais ils le font de plus en plus. Et dans certains pays, par exemple en Équateur, il existe une politique explicite pour que les organismes gouvernementaux migrent vers le logiciel libre, et ceux qui

veulent continuer à utiliser des logiciels non libres doivent demander une dérogation temporaire pour le faire. »

Bien que Stallman ne l'ait pas mentionné, le gouvernement russe exige aussi des organismes qu'ils remplacent les logiciels propriétaires par des alternatives libres d'ici 2015, afin d'améliorer à la fois l'économie et la sécurité, [selon le Wall Street Journal](#).

Au-delà du logiciel libre, Stallman se consacre aux questions politiques, et tient un [blog pour le journal Huffington Post](#). De fait, il voit peu de différences entre les entreprises qui maltraitent la liberté logicielle et les « gredins de Washington » qui sont les obligés des lobbys d'entreprises qui leur font des dons.

Dans [les mouvements sociaux récents du Wisconsin](#), Stallman retrouve quelque chose de son propre état d'esprit. « Quelquefois, la liberté demande des sacrifices et la plupart des Américains n'ont pas la volonté de faire le moindre sacrifice pour leur liberté », dit-il. « Mais peut-être que les manifestants du Wisconsin commencent à changer cela ». Les entreprises et les medias de masse « ont, dans une large mesure, convaincu les Américains qu'ils n'ont pas de légitimité pour refuser le système économique, quels que soient les objectifs de ce système économique. Nous avons besoin d'un esprit de résistance en Amérique. Nous devons retrouver l'esprit de liberté avec lequel nous avons bâti les États-Unis. »

Notes

[1] Crédit photo : [Eva Blue](#) (Creative Commons By)

Seabird : Un concept communautaire de téléphone portable

Et si, en se regroupant pour partager nos rêves, nous tentions de faire émerger de cette tornade d'idées un nouveau concept de téléphone ? C'est l'expérience quelque peu décalée et pour le moins surprenante qu'a tentée Mozilla ^[1], au travers de ses [Mozilla Labs](#).



Et qu'ont-ils inventés tous ensemble, un téléphone à glissière qui claque comme dans Matrix ? Un frigo satellitaire à antenne comme dans les séries américaines ? Un netbook avec clé 3G, webcam et [Ekiga](#) pour la voix sur IP ? Un N900 qui téléphone ? Un autre iPhone dépassé qui emprisonne ?

Quel serait le mieux que l'on puisse produire aujourd'hui ? Quelque chose à la fois contemporain dans sa plausibilité technique et avant-gardiste dans les fonctionnalités qu'il offre...

Et bien si l'[OPLC](#) a révolutionné le marché des ordinateurs portables en provoquant la déferlante des netbooks, il nous reste à espérer que le Mozilla Seabird fera autant de vagues dans le secteur des téléphones mobiles !

À n'en pas douter, [lire des livres libres](#) sur cette incroyable (mais crédible) machine serait un plaisir, partageable !

C'est pourquoi, en tant que technophile, je n'ai pu résister au plaisir de partager avec vous mon enthousiasme pour ce petit concentré de bonnes idées, qui a suscité plus d'un millier de commentaires (au moment de la rédaction de ce

billet) sur le blog original, et fut salué par plus de 25 journaux et sites en langue anglaise spécialisés dans les hautes technologies ^[2].

Concept Series : Seabird – Un concept communautaire de téléphone portable

[Concept Series: Seabird – A Community-driven Mobile Phone Concept](#)

Pascal Finette – 23 septembre 2010 – MozillaLabs.com

Traduction Framalang : [Cheval_Boiteux](#), [DonRico](#), [@PierreTravers](#), [Goofy](#), [Siltaar](#) et Zitor

Depuis que les Mozilla Labs ont lancé les *Concept Series* avec un appel à participation, des milliers de personnes nous ont rejoints, ont partagé leurs idées et développé des concepts autour de Firefox, des projets Mozilla et du Web ouvert dans son ensemble.

En réponse à notre appel ouvert du début 2009, Billy May a produit un concept de « Téléphone conçu pour le Web ouvert ». En travaillant directement à partir des retours de la communauté, Billy a depuis terminé son exploration avec son concept « Seabird ».

Le compte rendu suivant a été rédigé par Billy May et explore ce à quoi un téléphone Web ouvert pourrait ressembler :

Description générale

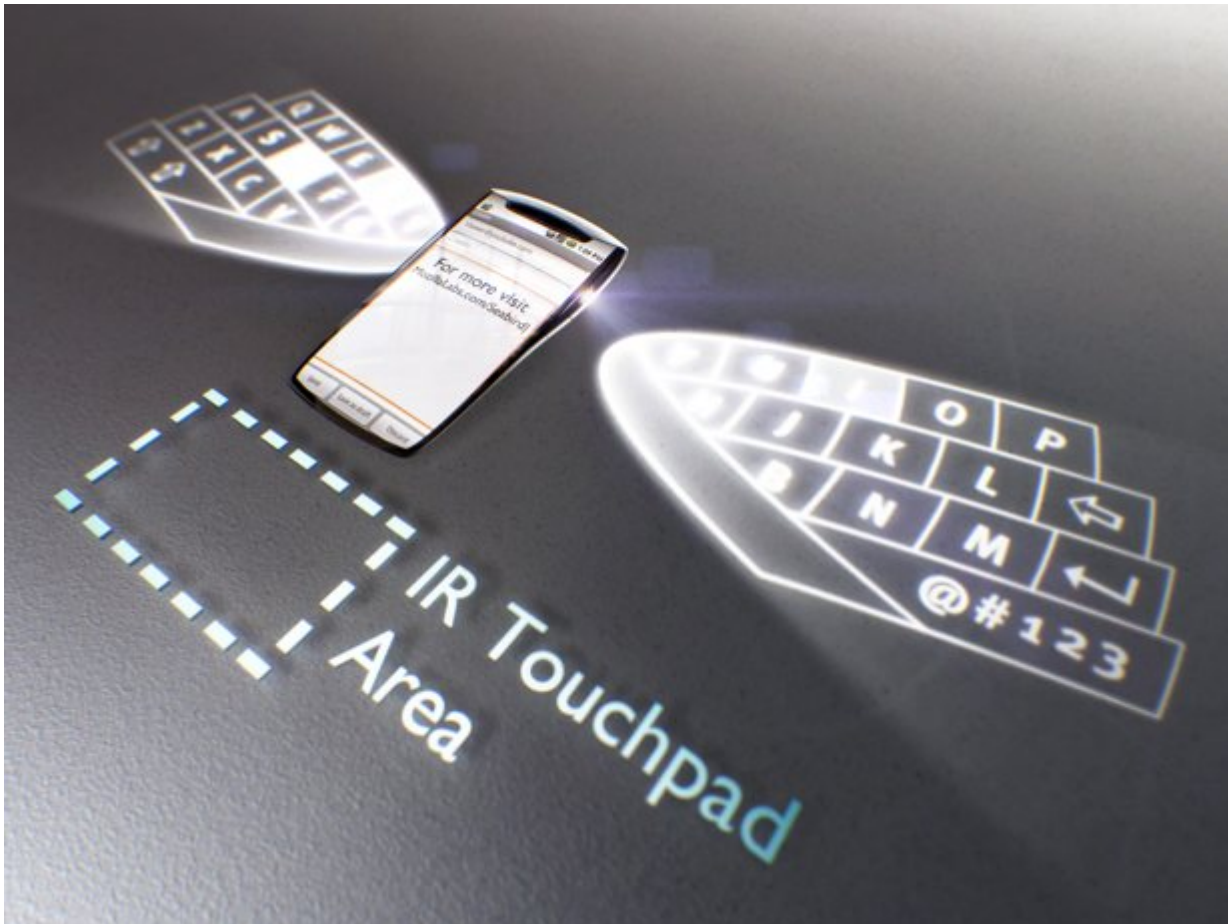
Le Mozilla Seabird, qui fait partie des *Concept Series* des Mozilla Labs, est une expérimentation portant sur les manières dont les utilisateurs pourraient interagir avec les contenus de leur téléphone mobile à mesure que les appareils et la technologie gagnent en performances. S'appuyant sur des idées fournies par la communauté Mozilla via le blog du projet, l'accent a rapidement été mis sur les limitations des

interactions physiques. Alors que la connectivité, la puissance des processeurs mobiles et le développement des plateformes rattrapent ceux des ordinateurs de bureau, le manque de moyens disponibles pour saisir efficacement du contenu se fait de plus en plus sentir.



Interaction

Le Seabird présente donc quelques façons dont l'interaction utilisateur/appareil pourrait évoluer grâce aux innovations que connaît le secteur, conduites par les avancées en matière de projecteurs et de capture de mouvements. Premièrement, le Seabird montre comment une clé (un *dongle*) à usage multiple pourrait améliorer l'interface tactile encombrée en offrant plus de précision et une manipulation directe du contenu dans un espace en 3D.



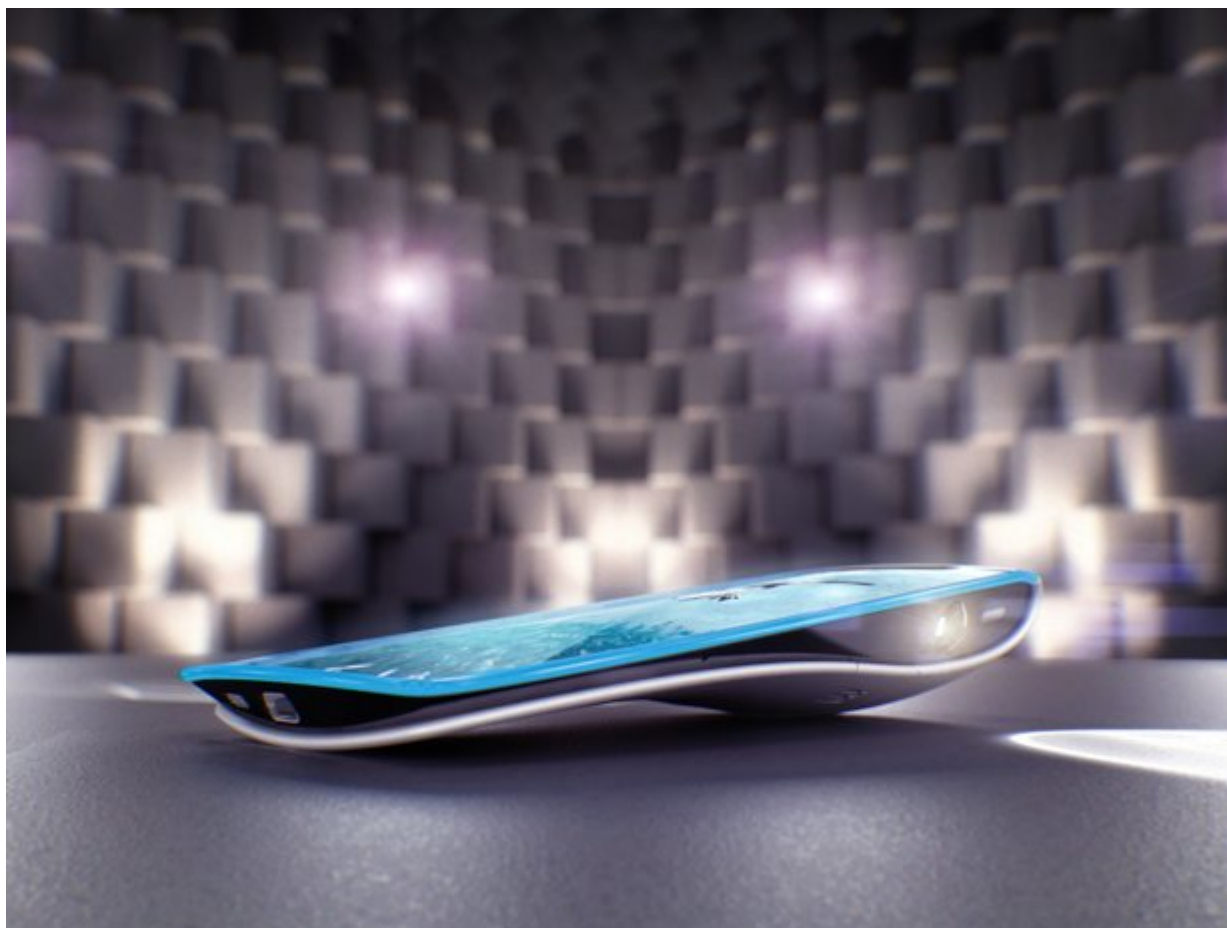
Pico Projecteur

Avec des fabricants de téléphones portables comme Samsung, LG et Motorola qui se dirigent vers des applications d'affichage conçues pour les projecteurs, la technologie laisse le champ libre à l'extension de la surface offerte à l'utilisateur pour l'interaction et la saisie. Sur une surface plane, le Seabird permet une interaction d'une qualité équivalente à celle d'un netbook, en utilisant la distortion angulaire du projecteur pour fournir une interface plutôt que du contenu. Avec une station d'accueil, chaque projecteur peut travailler indépendamment et fournir ainsi un confort d'utilisation égal à celui d'un ordinateur portable.



Design

La conception de l'aspect visuel s'appuie sur des formes aérodynamiques, aviaires et résolument féminines. En position debout, le Seabird renvoie une impression d'équilibre, tandis que sa façon d'épouser les courbes de la main rend celui-ci compatible avec le désir qu'a l'utilisateur de maîtriser l'objet numérique. La courbure du dos joue également un rôle fonctionnel, car elle surélève les éléments de la lentille du projecteur quand le Seabird est posé à plat.



Seabird est une expérimentation gérée par la communauté et ne signifie pas que Mozilla envisage la production d'un système d'exploitation ou de matériel.



FAQ

Qui est à l'origine du projet ?

Seabird a été créé par Billy May, un membre de la communauté Mozilla Labs qui, au début de l'année 2009, a jeté une première ébauche de ce à quoi pourrait ressembler un téléphone mobile pour le Web Ouvert. Seabird est la suite du projet initial de Billy, auquel il a intégré les retours de la communauté étendue. Pour en apprendre plus sur Billy May, visitez sa page personnelle.

En quoi cela est-il lié à Mozilla et Mozilla Labs ?

Billy est un membre de la communauté Mozilla Labs et a créé Seabird sur son temps libre. Seabird n'est pas un projet de Mozilla Labs mais appartient aux *Concept Series* de Mozilla Labs. Les *Concept Series* fournissent à la communauté un espace pour créer et collaborer à des projets qui repoussent les

frontières du Web et du navigateur.

La société Mozilla a-t-elle le projet de produire un téléphone portable ?

Non. Mozilla produit Firefox Mobile, le célèbre navigateur pour les systèmes de téléphonie mobile comme Nokia Maemo et Android. Vous pouvez en apprendre davantage sur Mozilla Firefox Mobile à cette [adresse](#) ^[3].

Notes

[1] Crédit photo : [Mozilla](#) Creative Commons Paternité

[2] En attendant que nous maîtrisions [Universal Subtitles](#), je vous encourage également à visionner la vidéo en anglais présente sur le blog d'origine, elle sera très bien agrémentée par les textes traduits ici même.

[3] Le lien d'origine sans version française : <http://www.mozilla.com/en-US/mobile/>

Android de Google : un futur vrai système d'exploitation ?

Et si l'air de rien, sans annonce ni fracas, Google était en train avec [Android](#) de nous pondre un système d'exploitation libre concurrent du trio GNU/Linux, Mac et PC ?



C'est aller un peu vite en besogne^[1]. D'abord parce qu'Android repose sur le noyau Linux (dont il peut alors être vu comme l'une de ces distributions) et ensuite parce qu'il ne se destine pour le moment qu'à la téléphonie mobile.

Mais comme il est dit dans l'article traduit ci-dessous, on pourrait le retrouver bien vite dans des netbooks et alors on changerait immanquablement de catégorie...

Google sortira-t-il un OS Linux pour le desktop en 2009 ?

[One giant step closer to the Google Linux desktop](#)

*Steven J. Vaughan-Nichols – 31 mars 2009 – ComputerWorld
(Traduction Framalang : Don Rico)*

Google n'annonce toujours pas publiquement être sur le point de distribuer Android comme un OS de bureau Linux, mais HP, Asus et d'autres grands fabricants de machines sont apparemment en pourparlers avec l'entreprise de Mountain View afin de commercialiser des mini-portables équipés d'Android.

D'après un article du Wall Street Journal, Satjiv Chahil, un des vice-présidents de la branche PC de HP, a refusé d'affirmer ou de nier que le premier fabricant de PC au monde pourrait vendre des mini-portables ou des smart-phones

tournant sous Android, mais il a en revanche confirmé que [HP « s'intéressait » à ce système d'exploitation libre.](#)

Hourra !

Nous savons d'ores et déjà qu'[Android peut fonctionner comme système d'exploitation pour le desktop](#), car certains ont réussi la manip. Surtout, ceux qui y sont parvenus ne sont pas des hackers dont la seconde langue est le C++, mais deux journalistes. Si nous en sommes capables, alors tout le monde l'est. □

La réaction habituelle des moutons windoziens quand on leur parle d'un OS Linux pour le desktop conçu par Canonical, Novell ou Red hat, c'est de crier au *n'importe quoi*. Pour Android, en revanche, ce n'est pas la même chanson.

En ce qui me concerne, je peux détailler de tête les différences entre Ubuntu, openSUSE, Fedora et une demi-douzaine d'autres déclinaisons de Linux pour le desktop. Mais soyons réalistes, seul un fana de Linux en est capable. La plupart des utilisateurs de PC savent peut-être que Linux est un autre système d'exploitation, et ils savent peut-être aussi que Red Hat est une grosse entreprise Linux, ou qu'Ubuntu est une version populaire de Linux. Pas plus.

Google, par contre, c'est différent. Quiconque se sert d'un ordinateur connaît Google. Quelqu'un qui aurait des réticences à essayer un PC tournant sous autre chose que Windows, et XP de préférence, pourrait très bien vouloir essayer un mini-portable sous Google. Maintenant que j'y pense, ça ne m'étonnerait pas le moins du monde que certains croient que c'est déjà Google qui fait marcher leur PC.

De là à utiliser un PC qui fonctionne pour de bon sous Google, il n'y a qu'un pas. Certes, il s'agirait en fait du système Linux Google Android pour le desktop, mais la grande majorité des utilisateurs ne s'en soucierait pas plus que des bases Linux sur lesquelles reposent le moteur de recherche Google.

Tout ce qu'ils sauront, c'est que leur netbook ou leur portable fonctionne grâce à quelque chose dont ils connaissent le nom et auquel ils font confiance. En outre, puisque ces machines seront sous Linux, elles seront moins chères que leurs équivalents vendus avec Windows.

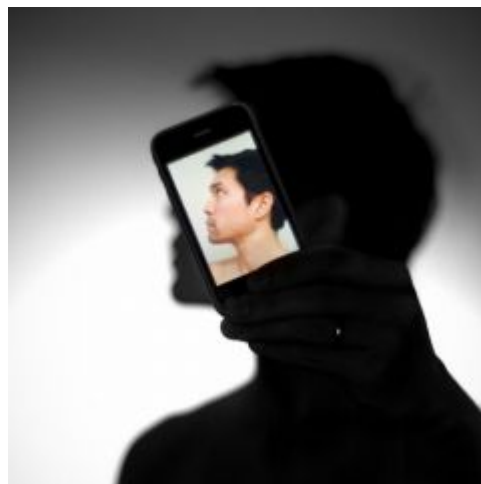
Au début de l'année, j'ai lancé l'idée que 2009 serait l'année idéale pour que [Google attaque Microsoft de front sur le marché du desktop](#). Sachant à présent que des fabricants de PC sérieux jouent déjà avec l'idée de commercialiser des netbooks fonctionnant sous Android, je prédis à présent que cela se produira en 2009.

Notes

[1] Crédit photo : [Demi Brooke](#) (Creative Commons By)

iPhone 3G : tout ce qui brille n'est pas or

La communauté du Libre perd parait-il souvent son sens critique lorsqu'il s'agit de promouvoir et défendre le logiciel libre, mais ce n'est rien à côté des adorateurs de l'église Apple dont la lumière est tellement forte qu'elle réussit même à aveugler des geeks venus de l'Open Source.



Tel un lendemain de fête où nous aurions la gueule de bois, cette traduction issue du site de la Free Software Foundation

vient fort à propos nous rappeler que nous ne vivons pas forcément dans le meilleur des mondes possibles...^[1]

5 raisons d'éviter l'iPhone 3G

[5 reasons to avoid iPhone 3G](#)

Johns – 10 juillet 2008 – FSF.org

(Traduction Framalang :Olivier, Goofy et Don Rico)

Les 5 bonnes raisons d'éviter l'iPhone 3G :

- L'iPhone ferme complètement la porte aux logiciels libres. Les développeurs doivent payer une taxe à Apple qui se retrouve seul à décider de ce qui peut être installé ou non sur les téléphones des utilisateurs.
- L'iPhone approuve et soutient les Mesures Techniques de Privation (MTP, ou DRM en anglais pour Digital Rights Management).
- L'iPhone révèle votre position et permet à d'autres de vous suivre à la trace à votre insu.
- L'iPhone est incapable de lire les formats qui ne sont pas bardés de brevets ou de MTP comme Ogg Vorbis et Theora.
- L'iPhone n'est pas le seul choix possible. De meilleures alternatives existent sur le marché et elles respectent votre liberté, ne vous espionnent pas, savent lire les formats libres et sont compatibles avec les logiciels libres, comme le FreeRunner par exemple.

« Voici le téléphone qui a changé les téléphones à tout jamais », disait M. Jobs.

On ne saurait être plus d'accord ! Non content d'avoir fait entrer les logiciels propriétaires et les Mesures Techniques de Privation (MTP) dans vos foyers, ce vautour de Jobs s'est maintenant mis en tête de glisser les MTP et les logiciels propriétaires jusque dans vos poches.

Ce n'est pas pour rien que la lumière des projecteurs a été braquée sur l'aspect visuel de l'iPhone. Ce n'est pas pour rien qu'il est si important aux yeux d'Apple d'avoir créé un produit si bien conçu qu'on n'en voit pas les coutures... au point que vous ne pouvez même pas changer la batterie de votre propre téléphone.

Apple, grâce à son savoir-faire en marketing et en design, crée l'illusion que le simple fait d'acheter un produit Apple fait de vous un membre d'une communauté alternative. Mais la technologie qu'ils emploient est délibérément choisie pour maintenir les gens isolés dans leur petite cellule numérique dont Apple est le seul et unique gardien. Si votre fond de commerce repose sur ceux qui paient pour avoir le privilège d'être enfermés, il vaut mieux que la prison ressemble à une prison dorée et que les barreaux ne soient pas trop visibles.

Une seconde, enfermés ? Prison ? C'est un téléphone. Ne va-t-on pas un peu trop loin ?

Malheureusement, non. Ceux qui vont trop loin, ce sont Jobs et Apple. L'iPhone représente une attaque contre des valeurs ancestrales et fondamentales, le droit que nous avons de contrôler ce que nous possédons plutôt que d'être contrôlés par ce que nous possédons, le droit de communiquer et de partager librement avec d'autres, et ce dans le respect de notre vie privée.

L'iPhone sait passer des appels, mais ce n'est pas qu'un simple téléphone. C'est un ordinateur à tout faire, un ordinateur plus puissant que ceux qui trônaient sur nos bureaux il y a tout juste quelques années. C'est également un appareil de repérage, et comme tous les téléphones propriétaires disposant de la fonction GPS il peut transmettre votre position sans que vous n'en sachiez rien.

En novembre 2007, 3,3 milliards d'êtres humains dans le monde possédaient déjà un téléphone mobile et ce nombre continue de

croître rapidement. Pour nombre d'entre eux, le téléphone devient leur ordinateur principal. Ils en ont un besoin vital pour communiquer et le gardent sur eux en permanence. De toutes les technologies qui pourraient se retourner contre leurs usagers, celle-ci se révèle une des plus inquiétantes.

Mais il y a une différence majeure entre l'iPhone et les anciens ordinateurs à tout faire : l'iPhone est défectueux, il a été créé ainsi. En théorie il est capable de faire fonctionner toutes sortes de programmes, mais les logiciels et les fichiers qu'il peut lire sont limités par les MTP qu'Apple a nommées *FairPlay* – ironique n'est-ce pas ?

FoulPlay

(NdT : nous avons gardé le titre original du paragraphe pour qu'il fasse sens avec le « FairPlay » d'Apple, on pourrait le traduire par « Antijeu »)

Les MTP implantées par Apple surveillent votre activité et vous dictent ce que vous avez le droit de faire ou pas. Vous n'êtes pas en droit par exemple d'installer un logiciel qu'Apple n'aurait pas approuvé. Cette restriction vous empêche d'installer des [logiciels libres](#), des logiciels que vous êtes libre de partager, copier et modifier comme le souhaitent leurs auteurs.

Les logiciels libres nous ont apporté des choses passionnantes pour l'ordinateur de bureau, des choses telles que le système d'exploitation GNU/Linux, le navigateur Web Firefox, la suite bureautique OpenOffice.org, le serveur Web Apache qui se cache derrière la majorité des sites Web sur Internet. Pourquoi voudrions-nous acheter un ordinateur qui outrepassé son rôle pour faire obstruction à la liberté de ces créateurs ?

Mais ce système n'est pas la seule action déloyale d'Apple. Les iPhones ne peuvent plus être activés qu'en magasin, bien qu'aux États-Unis la loi stipule que les consommateurs ont le droit de déverrouiller leur téléphone et d'utiliser

l'opérateur de leur choix.

Montrer du doigt (et, non, nous ne parlons pas de l'écran tactile)

Jobs voudrait nous faire croire que toutes ces restrictions sont nécessaires. Il prend un air compréhensif et compatissant lorsque nous nous en plaignons et dit qu'elles ne lui plaisent pas non plus. D'après lui, Apple doit les implanter pour notre bien, pour la sécurité de tout le réseau téléphonique et pour nous permettre l'accès à toute la musique et à tous les films que nous voulons.

Mais cela fait maintenant un an et demi que Jobs, sous la pression du public, [a pris clairement position contre les MTP](#) et en faveur de la liberté. Et c'est un peu à reculons qu'il a autorisé une poignée de fichiers à être libérés de leurs MTP sur iTunes, mais il n'a par contre pas touché au fait qu'il faille les acheter sur la plateforme propriétaire et infectée de MTP qu'est iTunes. Depuis, il n'a absolument rien fait pour transformer ses paroles en actes concrets. Il continue d'imposer des MTP à travers ses entreprises cinématographiques. Et à présent il les porte aussi sur les logiciels pour téléphones mobiles. On se rend bien compte désormais que ce discours n'était qu'un stratagème pour amadouer l'opposition.

En vérité, des milliers de créateurs de logiciels, de musique et de contenu multimédia désirent partager leur travail plus librement. C'est ironique – avec un i comme inadmissible – car le système d'exploitation d'Apple, OS X, est en grande partie construit sur les bases posées par des personnes qui ont eu la volonté de mettre leur travail librement à la disposition de tout le monde pour qu'il puisse être copié, modifié et amélioré. Quand on laisse aux gens la liberté de bricoler, créer et innover, il en ressort des créations passionnantes et utiles. Certains ont déjà écrit leurs propres logiciels libres pour les plateformes mobiles. Le réseau téléphonique ne s'est

toujours pas effondré.

Nous savons que Jobs craint la concurrence, ce pourquoi il fabrique toutes ces menaces et ces excuses. C'est une décision purement économique, et c'est le genre d'économie que nous ne pouvons encourager. Jobs souhaite que l'iPhone vous restreigne car il veut votre argent, et accroître son contrôle est un moyen d'y parvenir. Il veut tirer de vous le maximum et vous en rendre le moins possible tout en maintenant ses coûts au minimum. Il tente d'empêcher les gens d'écrire des logiciels pour l'iPhone pour conserver le contrôle sur les possibilités de l'iPhone. De tels logiciels pourraient corriger les défauts volontaires de l'iPhone, lire des formats alternatifs, montrer aux utilisateurs ce qui est vraiment envoyé par leur téléphone à ceux qui le surveillent ou même empêcher la transmission de ces informations.

À nous de prendre notre futur en main

Heureusement, il nous sera bientôt possible de jouir d'un ordinateur mobile qui sait aussi téléphoner sans avoir à vendre notre liberté à Apple, Microsoft, Blackberry ou qui que ce soit d'autre. Le [Neo FreeRunner](#) est un téléphone libre prometteur, développé en coopération avec la communauté mondiale qui est aussi derrière le système d'exploitation GNU/Linux. Ce sont des créateurs qui veulent partager leur travail et qui veulent que vous – comme tous les autres – puissiez faire ce qu'ils ont fait : vous appuyer sur le travail de vos prédécesseurs pour créer de nouveaux appareils qui vous donnent le contrôle.

Jobs s'est lui aussi appuyé sur le travail de ses prédécesseurs, à la différence que lui a fait le choix de couper les ponts pour éviter que d'autres personnes fassent de même. Ses clients se rebiffent : d'après les chiffres d'Apple, en octobre 2007, plus de 250000 iPhones sur les 1,4 millions vendus ont été débloqués par leurs utilisateurs. Jobs pense que cette tendance doit être stoppée plutôt qu'encouragée.

Nous avons le choix. Le FreeRunner n'est pas encore aussi abouti que l'iPhone et il n'est pas aussi beau. Mais en termes de potentiel, le fait qu'il soit soutenu par une communauté mondiale et non par une compagnie avide, malhonnête et obscure lui donne des années-lumière d'avance. Nous pouvons abandonner notre liberté et notre argent pour quelque chose d'attirant en apparence ou bien dépenser un peu plus d'argent, conserver notre liberté et montrer notre soutien à un meilleur modèle économique. Si nous voulons ramener la notion d'éthique dans l'économie, nous devons encourager de telles initiatives. Nous nous construirons un meilleur futur en enrichissant les entreprises qui nous respectent plutôt que celles qui s'en prennent à notre liberté.

Notes

[1] Crédit photo : [Inottawa](#) (Creative Commons By)

L'iPhone n'est pas encore sous GPLv3, étonnant non ?

Il fallait être particulièrement rétif aux nouvelles technologies, genre mon père, pour ne pas avoir été au courant vendredi dernier de la sortie simultanée de l'[iPhone](#) (hou, hou, hou) et de [la version 3 de la licence GNU GPL](#) (clap, clap, clap).

L'occasion de traduire^[1] à la volée^[2] le corps de l'intéressant communiqué de la [FSF](#) qui concatène judicieusement les deux événements^[3].



L'iPhone enferme les utilisateurs, la GPLv3 les libère.

[iPhone restricts users, GPLv3 frees them](#)

BOSTON, Massachusetts, USA-Jeudi 28 Juin 2007

Vendredi, 29 juin, tout le monde aux Etats-Unis n'attendra pas dans les files d'attente pour acheter un iPhone à 500\$. En fait, des centaines de milliers d'aficionados du numérique autour du globe ne seront pas du tout dans les files, car le 29 juin marque la sortie de la version 3 de la GNU General Public License (GPL). La version 2 de la GPL gouverne la plus grande part des logiciels libres qui est en train de remodeler radicalement l'industrie et de menacer le modèle technologique propriétaire représenté par l'iPhone.

L'auteur de la GPL est le Professeur Richard M. Stallman, président et fondateur de la Fondation pour le Logiciel Libre (Free Software Foundation ou FSF), et créateur du projet GNU. Avec sa première révision de la licence en seize ans, la version 3 de la GPL s'attaque aux plus récentes tentatives pour ôter la liberté du logiciel libre – et notamment, la version 3 attaque la "Tivoization" – et ceci pourrait être un problème pour Apple et son iPhone.

Maintenant, de la Chine à l'Inde, du Venezuela au Brésil, des Tivos aux téléphones cellulaires : le logiciel libre est partout, et il est en train de bâtir lentement un mouvement

mondial d'utilisateurs demandant à avoir le contrôle sur leurs ordinateurs et les équipements électroniques qu'ils possèdent.

Tivoization et l'iPhone ?

La "Tivoization" est un terme forgé par la FSF pour décrire des équipements qui sont construits avec du logiciel libre, mais qui utilisent des mesures techniques qui empêchent l'utilisateur de faire des modifications au logiciel – une liberté fondamentale des utilisateurs du logiciel libre – et une attaque sur le logiciel libre que la GPLv3 pourra arrêter.

L'iPhone laisse les gens perplexes : contient-il du logiciel sous licence GPL ? Quel impact la GPLv3 aura sur les perspectives à long terme pour des équipements comme l'iPhone qui sont construits pour frustrer leurs propriétaires ?

Peter Brown, directeur exécutif de la FSF a dit, "Demain, Steve Jobs et Apple sortent un produit criblé de logiciel propriétaire et de restrictions numériques : criblé / invalide, parce qu'un équipement qui n'est pas sous le contrôle de son propriétaire, fonctionne contre les intérêts de son propriétaire. Nous savons qu' Apple a bâti son système d'exploitation, OS X, et son navigateur internet Safari, en utilisant des travaux couverts par la GPL – il serait intéressant de voir dans quelle mesure l'iPhone utilise du logiciel sous GPL.

La version 3 de la GNU GPL sera publiée à 12:00 pm (EDT) – six heures avant la sortie de l'iPhone – mettant un terme à dix-huit mois de discussions et de commentaires publics, en révision de la plus populaire des licences du logiciel libre.

Notes

[1] Pour la traduction *Framalang* (alias ici Vincent et Daria) a encore frappé.

[2] Traduction non officielle.

[3] L'illustration est issue du site DefectiveByDesign.org.